

Conseil des architectes d'Europe



Rapport annuel 2012 et Perspectives 2013

Le Conseil des architectes d'Europe

Photo de couverture :
ÉCOLE SECONDAIRE.
Rattenberg, Autriche.
Architecte : Daniel Fügenschuh.
Photo : Christian Flatscher.

Le **Conseil des Architectes d'Europe (CAE)** est l'organisation représentative de la profession d'architecte au niveau européen.

Fondée à Trévise, en Italie, en mai 1990, le CAE a célébré son 20^{ème} anniversaire en 2010.

L'objectif du CAE est d'influencer la législation et les politiques communautaires qui ont un impact sur la pratique architecturale, ainsi que la qualité et la durabilité globales de l'environnement bâti. Ses principaux objectifs consistent à

- promouvoir l'importance de l'architecture dans l'ensemble de l'Union;
- faire progresser la qualité de l'architecture du cadre de vie bâti;
- soutenir le développement durable du cadre de vie bâti;
- préserver les normes les plus élevées en matière de qualification des architectes;
- défendre la qualité de la pratique architecturale;
- encourager la coopération transfrontalière et faciliter une pratique de la profession à l'échelle européenne;
- représenter l'unique voix par laquelle s'expriment les architectes en Europe

Les membres du **CAE** sont des organisations qui représentent au plan national les organes régulateurs et professionnels des architectes au sein des Etats membres de l'UE, des pays candidats et d'autres pays européens jouissant d'un statut particulier. Par leur intermédiaire, le **CAE** représente les intérêts de quelque 545.000 architectes.

La structure active du **CAE** a été conçue de manière à conserver un niveau élevé d'efficacité dans le cadre de la prise de décision politique européenne relative aux professions indépendantes et à l'architecture.

OLYMPIC SWIMMING POOL.
Roumanie.
Architecte : Tofan Bogdan.
Photo : Serban Mestecaneanu

Remerciements

Le **CAE** remercie toutes les personnes qui ont travaillé intensivement ces deux dernières années et qui ont contribué à établir des contacts permettant au **CAE** de progresser et de réaliser ses objectifs. Ces personnes incluent la Présidente actuelle, Selma Harrington, les membres du Bureau exécutif pour 2010-2011, qui étaient Lionel Dunet, Wolfgang Haack, Konstantinos Belibassakis, Pawel Kobylanski, Pierre-Henri Schmutz, Nicholas Galabov, Mauro Latini, Christos Savva et Michel de Keyser, ainsi que les Présidents des Groupes de travail du **CAE**, qui étaient Ferenc Makovenyi, Toal O'Muiré, Michel Procès, John Graby, Thomas Maibaum, Philip Ridgway, Thomas Haas, Antonio Borghi, Teresa Taboas et les présidents qui sont aussi membres du BE et déjà cités ci-avant.

Rapport annuel 2012 et Perspectives 2013



Table des matières

Rapport de la Présidente à mi-mandat	5	Alliances stratégiques et réseaux	13
Rapport du Secrétaire général	7	Résultat financier pour 2012	14
Accès à la profession	9	Objectifs et priorités pour 2013	16
Pratique de la profession	10	Structure du CAE (gouvernance, membres)	18
Architecture & Qualité de vie	11	Liste des Organisations membres	19
Participation du CAE à des projets financés par l'UE	12		

PASSERELLE VALMY LA DÉFENSE.
Paris, France.

Architecte et photo :
Dietmar Feichtinger Architectes.





Rapport de la Présidente à mi-mandat

Selma Harrington *MRIA Hon AIA*

Dans le cadre de la poursuite des objectifs de mon manifeste “Review, Resource, Re-imagine”, en 2012, je me suis concentrée sur :

L'action de partenariat au sein de l'UE – J'ai travaillé en liaison étroite avec la DG Environnement en vue de mettre en place le 12^{ème} Forum européen sur l'Eco-Innovation – “Booster la construction durable par l'innovation” à Amsterdam, conjointement avec l'Assemblée générale d'avril. Les recommandations qui en résultèrent demandaient la constitution d'une Table ronde de l'UE sur la construction responsable; une passation de marchés durable basée sur l'évaluation du cycle de vie des bâtiments; l'utilisation optimale des ressources; l'information de la part des fabricants sur la performance environnementale des produits ; des mécanismes en vue de réduire les risques de l'éco-innovation et l'information du public sur la manière de valoriser leurs immeubles.

Plus tard dans le courant de l'année, nous avons collaboré avec la DG Entreprise et organisé un Colloque pour répondre à leur Stratégie de la Construction 2020 qui a abouti à une invitation à participer au groupe tripartite de haut niveau qui supervise la mise en œuvre du Plan d'action et nous a donné la possibilité de désigner nos représentants dans les cinq groupes thématiques qui formuleront les différents aspects de la stratégie.

Développement stratégique – nous avons tenu un atelier « dirigé » à Sofia pour les groupes de travail de notre Volet thématique 3 – Environnement & Architecture durable, Questions urbaines et Logement, suivis par un atelier dirigé sur les Communications à Dublin. Nous avons également commissionné la troisième édition de l'étude du secteur.

Réseaux – nous avons passé en revue quelques-uns de nos réseaux externes (AEEA, ECIA, EFAP), en renouvelant notre engagement tout en simplifiant les interactions et les structures de soutien chaque fois que cela s'est avéré possible.

Représentation internationale – J'ai représenté le CAE à une série de réunions internationales, notamment à Tanger où j'ai signé une déclaration conjointe avec des représentants de la FPAA, d'ARCASIA et de l'AUA. J'ai aussi participé à la rencontre internationale des Présidents lors de la Convention de l'AIA à Washington, à la Biennale de Venise et à une conférence sur la pratique internationale organisée par l'Union des Architectes russes à Moscou.

Membres et structure active – en vue de conserver notre niveau d'adhésion, nous restons modestes dans nos actions afin d'éviter les dépassements budgétaires et assistons ceux qui connaissent des difficultés grâce au fonds de solidarité. Nous avons davantage utilisé les conférences téléphoniques en vue de réduire les frais de voyage et avons rationalisé les réunions de groupes de travail quand cela était faisable.

Engagement plus étroit avec les Organisations membres – nous avons cherché à engager plus étroitement nos Organisations membres dans certains aspects du lobbying. Nous essayons d'accepter des invitations à nous rendre à des réunions de nos OM chaque fois que c'est possible et sommes en train de préparer un programme de visites par la Présidente, des membres du Bureau et le Secrétaire général.

En réponse à l'initiative visant à donner davantage voix au chapitre aux membres, le CAE mettra une plateforme à la disposition de délégués nationaux afin qu'ils puissent partager leurs expériences et échanger des points de vue lors de notre Assemblée générale du printemps 2013, qui coïncide avec la Présidence irlandaise de l'UE. Nous prévoyons aussi d'organiser des réunions des Présidents nationaux.

Projets soutenus par un financement externe – un certain nombre de projets sont arrivés à leur terme récemment et le BE a l'intention d'en faire un tour d'horizon avant de décider s'il convient d'en soutenir d'autres.

Etant arrivée à mi-mandat, je me rends compte qu'il reste encore beaucoup à faire et, en dépit des pressions économiques persistantes, j'espère vraiment que les membres continueront à soutenir activement le travail de la structure du CAE en procurant des conseils et en contribuant à la défense de notre profession au niveau communautaire.

HOUSING.
Paris. France.
Architecte :
Dietmar Feichtinger Architectes.
Photo : David Boureau.





Rapport du Secrétaire général

Ian Pritchard

On m'a demandé de :

- fournir des informations au(x) Bureau exécutif/groupes de travail en vue de formuler des propositions de politiques;
- développer les relations avec les Organisations membres et leurs représentants;
- identifier d'autres sources d'information, notamment par le biais de réseaux externes;
- organiser un cycle de réunions statutaires: Bureau, Coordination, Assemblée générale;
- fournir un relevé mensuel des comptes, gérer le budget et signer les paiements pour accord;
- diriger, motiver et superviser l'équipe du personnel;
- entreprendre des projets supplémentaires, notamment le Rapport annuel, le Business Plan

Programme législatif

L'Acte du Marché unique II marquait le 20^{ème} anniversaire du Marché unique européen. Quatre directives affectant directement la profession d'architecte sont actuellement en phase de modernisation ou de révision: la Directive Qualifications professionnelles et la Directive Marchés publics ont figuré en bonne place à notre agenda en 2012 et connaîtront leur conclusion au cours de la première moitié de 2013. La Directive Efficacité énergétique a été adoptée en automne 2012 et notre attention va se porter sur la phase de mise en œuvre qui court jusqu'à la mi-2014. Enfin, l'évaluation de l'impact de la Directive Services nécessitera un suivi permanent en 2013.

Défense d'intérêts

Le CAE facilite le développement de positions communes par ses Organisations membres et en assure la promotion vis-à-vis des représentants officiels de la Commission européenne, des rapporteurs du Parlement, etc. Mais il est essentiel que les Membres soutiennent nos actions en temps utile par un travail de lobbying vis-à-vis de personnes avec lesquelles ils pourraient avoir des relations privilégiées, notamment leurs propres députés européens (en particulier ceux qui sont membres de la Commission du Marché Interne, IMCO), leurs Représentations permanentes et les Coordinateurs nationaux.

Soutien des groupes de travail

Malgré les ressources humaines limitées, nous avons fait de l'appui de nos groupes de travail d'experts une priorité. Le Secrétaire général (ou un autre membre du personnel s'il n'est pas disponible) participe à toutes les réunions et apporte assistance en préparant la documentation, des procès-verbaux, des études et rapports et des recommandations.

Réseau

Le CAE collabore étroitement sur les questions politiques avec Club Profile, les professions sectorielles, le Forum européen de la construction et le Forum européen des services ainsi qu'avec d'autres groupements sur les projets de l'UE.

Relations internationales

Le Secrétaire général a participé à la réunion des Présidents de l'UIA Région I (Strasbourg) et au Groupe de travail des Directeurs de l'UIA (Paris) afin de contribuer à la rationalisation de nos groupes de travail et d'éviter la duplication. Il a aussi participé à la Commission Pratique professionnelle (à Tanger) et accueilli une délégation canadienne en vue de négocier l'ARM qui devrait être conclu en 2013.

Relations avec les Organisations membres

En 2012, le Secrétaire général a visité la moitié des Etats membres de l'UE (Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, France, Allemagne, Luxembourg, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Espagne et Royaume Uni) – certains plusieurs fois. Nous espérons que d'autres suivront en 2013.

Construction 2020

A la suite de la publication de la stratégie Construction 2020 de la Commission, le CAE a entamé une réflexion sur ce sujet, en considérant nos objectifs en perspective de l'avenir de notre profession (Architecte 2020) et en pavant ainsi la voie vers une collaboration plus étroite avec la DG Entreprise.

URBAN VILLAS.
RESIDENTIAL DEVELOPMENT.
Malmö, Suède.

Architectes :
Cord Sigel, Pontus Åqvist.

Photo: UrbanaVillor.





Accès à la profession (Domaine thématique 1) :

Coordinateur: Wolfgang Haack

Directive Qualifications professionnelles (Toal O'Muiré/Wolfgang Haack)

La DQP constitue un jalon dans la régulation de la profession d'architecte en Europe et définit les conditions à remplir en vue de faire reconnaître les qualifications d'architectes professionnels migrant vers d'autres Etats membres de l'Union. Le maintien d'une reconnaissance automatique des qualifications et la révision des exigences minimales en matière de formation constituent les principaux objectifs du CAE dans ce domaine.

A la suite de la publication du rapport du rapporteur en juillet, le CAE Le CAE a rencontré à plusieurs reprises la Commission pour discuter d'une modification possible de la proposition politique de la COM, en vue de refléter l'opposition à l'introduction d'exigences en matière de formation pratique de la part du Danemark, de la Finlande, de l'Espagne et de la Suède (avec le soutien de la Grèce et de la Hongrie, constituant une minorité de blocage). Le résultat en sera une modification de la durée des options en matière d'éducation/formation de 5 ans + 1 an ou 4 ans + 2 ans à 5+0 ou 4+2, la Commission n'arrivant apparemment pas à comprendre que la formation pratique n'est pas destinée à compenser une durée de formation académique plus courte (mais qu'elle vient en sus ou en complément). Pour l'aider à comprendre, le CAE a présenté un document sur la formation pratique. Toutefois, les représentants officiels de la Commission ont indiqué que si aucun accord ne se dégage sur la formation pratique, l'idée pourrait être abandonnée.

Alors que la Commission tient à ce que la formation pratique soit supervisée (même si elle semble avoir abandonné son insistance antérieure par rapport à une rémunération), le CAE a souligné le fait qu'un cursus harmonisé n'est pas possible et que la formation devrait être définie au plan national. Bien que le CAE ait donné des exemples des conséquences probablement négatives de l'introduction d'un accès partiel, la Commission n'est pas convaincue que les architectes devraient en être exemptés.

Malgré le fait que le CAE ait contacté le Rapporteur Vergnaud et les rapporteurs fictifs Le Grip, Turunen et Busoi de manière directe, nous devons pouvoir

compter sur les Organisations membres qui doivent contacter leurs propres parlementaires/membres de l'IMCO, afin de promouvoir la position du CAE – et aussi par rapport au Conseil de l'Europe, qui ne fait pas partie de notre sphère d'influence immédiate. Ici, les Etats membres sont les acteurs et le rôle du CAE consiste à alerter les OM par rapport aux problèmes/risques et à leur fournir des arguments pertinents et du matériel pour leur travail de lobbying.

Groupes de travail

La proposition législative décrite ci-dessus a rendu nécessaire la réinstallation de deux nouveaux groupes de travail en 2012 – sur l'**Expérience professionnelle pratique** (PPE+2) et le **Développement professionnel continu** (DPC) (président, Michel Procès) – en vue de poursuivre le travail dans ces domaines. Le travail initial sur la formulation d'une définition de l'EPP a été à la base de la rédaction d'un court document politique à joindre à notre réponse à la modernisation de la DQP. Le groupe DPC a collaboré avec l'UIA en vue de définir des lignes directrices communes pour des systèmes de DPC nationaux,

Le groupe **Questions réglementaires** (président, John Graby) a poursuivi l'évaluation de l'impact en termes de dérégulation des actions menées devant la Cour européenne de Justice et concernant la profession d'architecte, ainsi que l'examen du rapport sur les Réserves de Fonction, tout en étant attentif à la revue des professions italiennes et l'évaluation de la mise en œuvre de la Directive Services.

Entretemps, le rapport du groupe de travail **Accréditation & Validation** devrait être terminé et soumis à la première Assemblée générale de 2013. Il devrait décrire les systèmes existants dans les Etats membres en vue de déterminer quelles qualifications donnant "accès au marché" devraient être notifiées à la Commission (et préparer des recommandations concernant les meilleures pratiques).

Enfin, les dispositions en matière d'interactions CAE/AEEA dans le cadre du **groupe de travail conjoint** ont été simplifiées et remplacées par des rencontres annuelles au niveau des Bureaux des deux organisations.



VAL-SAINT-LAMBERT.
Seraing, Belgique.
Architecte : Dethier Architectures.
Photo : Serge Brison.

Pratique de la profession (Domaine thématique 2) : Coordinateurs (poste vacant) : Pierre-Henri Schmutz et Pawel Kobylanski

Marchés publics (Thomas Maibaum)

La Commission européenne a publié sa proposition législative en vue de moderniser la Direction européenne Marchés publics en décembre 2011 – l'une des 12 actions prioritaires définies dans l'Acte du Marché unique. Elle vise à introduire des instruments simples, flexibles en vue de permettre aux autorités publiques de conclure aisément des contrats transparents et compétitifs et en obtenant un meilleur rapport qualité-prix. Tout au long du processus législatif qui s'en est suivi, le CAE a souligné l'importance d'éviter des mesures qui excluraient 90% des architectes des contrats de marchés publics (NB. les petits bureaux ne peuvent atteindre les seuils financiers nécessaires pour pouvoir participer à un appel d'offres).

Dans sa réponse à la proposition législative et au rapport au rapporteur, le texte que propose le CAE vise à :

- faciliter la participation des bureaux d'architecture (principalement des PME) aux appels d'offres pour des marchés publics;
- promouvoir des procédures de sélection et d'adjudication basées sur la qualité;
- garantir que la nature spécifique des services intellectuels soit bien prise en considération.

PME: le CAE est favorable à une simplification des exigences au plan administratif et s'oppose à la fixation de limites en termes de chiffre d'affaires pour des prestataires de services en architecture à un niveau représentant trois fois la valeur estimée du contrat.

Choix des procédures: le CAE recommande l'inclusion de la procédure compétitive avec négociation et/ou un concours de conception comme méthodes standard, puisque les appels d'offres électroniques ne conviennent pas. Le CAE demande davantage de désagrégation et s'oppose à une passation de marchés centralisée et à des accords cadre qui excluraient les PME/jeunes architectes du marché.

Critères d'attribution des contrats: le CAE accueille favorablement la substitution du « prix le plus bas » par le « coût le plus bas » (incluant l'évaluation sur tout le cycle de vie) mais regrette que les autorités

puissent attribuer le marché sur l'une ou l'autre base, en demandant que les services intellectuels soient basés exclusivement sur « l'offre économiquement la plus avantageuse ».

L'adoption de la Directive révisée est l'une des priorités de la Présidence irlandaise en 2013.

Missions et services (Philip Ridgway)

Pour mieux comprendre les services de base qu'offrent les architectes au sein de l'Union, le groupe de travail a mené une enquête qui a identifié de nombreuses similarités mais aussi quelques différences significatives (et d'autres moins évidentes du fait des subtilités/complexités des pratiques locales). Une série d'études nationales ont aussi été initiées afin d'expliquer le rôle de l'architecte dans les projets dans différentes parties de l'Europe, en utilisant les intitulés de la norme CEN/TC 395 (« Services en ingénierie »). Elles explorent les grands domaines d'activité des architectes dans toute l'Europe, en expliquant comment on traite les projets dans les différents pays et en se référant à trois types de projets différents : une maison familiale, des appartements et un bâtiment scolaire.

Assurance (Pawel Kobylanski)

Il existe 27 régimes d'assurance différents au sein de l'UE et aucun modèle de référence, même si certaines similarités ont été notées. Le groupe de travail vise à élaborer un système couvrant la profession dans toute l'Union, excluant des responsabilités in solidum et assurant tous les acteurs concernés contre une perte éventuelle.

Commerce des services (Ian Pritchard)

Des progrès encourageants ont été enregistrés en 2012 au niveau politique et l'Accord commercial Europe-Canada (CETA) sera normalement conclu début 2013. Pendant ce temps, les discussions entre le CAE et l'autorité canadienne compétente en matière de délivrance de licences aux architectes (CALA) ont bien avancé et à la fin de l'année 2012, l'Assemblée du CAE a approuvé le contenu très large d'un accord. Le CAE a pu collaborer étroitement avec la DG Commerce et la DG Markt dans ce domaine.



Architecture & Qualité de vie (Domaine thématique 3) : Coordinateur: Nicholas Galabov

Directive Efficacité énergétique (Thomas Haas)

Le niveau d'ambition de la Directive Efficacité énergétique adoptée en octobre 2012 est décevant, le CAE et d'autres observateurs craignent qu'à présent l'Europe n'arrivera pas à respecter ses engagements de réduire les émissions de carbone de 20% d'ici à 2020. Le texte soumis par le CAE soulignait

- la nécessité d'un développement cohérent et de programmes de qualification pour toutes les parties prenantes dans la chaîne de valeurs de l'Efficacité énergétique;
- l'importance de la contextualisation, de la personnalisation et de la planification des mesures d'économie d'énergie pour la mise en conformité et la rénovation de bâtiments existants, et de la préservation de l'indépendance, de la transparence et de la traçabilité des audits en matière d'énergie;
- la nécessité de considérer l'efficacité énergétique dans le cadre d'une approche holistique.

La DEE offre l'occasion de créer de nouveaux emplois dans le secteur de la construction, en particulier dans la rénovation. Toutefois, son niveau d'ambition dépend à présent de la manière dont les Etats membres vont la mettre en œuvre et le CAE comptera sur ses Organisations membres pour encourager les Gouvernements nationaux à concevoir de nouvelles stratégies en vue de stimuler le secteur de la construction et de mobiliser des investissements en vue de la mise en conformité de bâtiments. Le CAE soulignera aussi que l'efficacité énergétique doit être considérée comme un élément d'une approche holistique incluant davantage qu'un bâtiment individuel et reliant celui-ci au contexte architectural plus large et à ses utilisateurs. Chaque Etat membre devra fixer un objectif national indicatif d'efficacité énergétique et la Commission évaluera les progrès réalisés pour le 30 juin 2014.

Groupes de travail

Un atelier dirigé du Volet thématique 3 a eu lieu à Sofia en mai 2012 dans l'idée de redynamiser les groupes, en revoyant leur mandat et en reconfirmant leurs objectifs. En particulier les groupes

- Environnement & Architecture durable (ESA) a été invité à publier une note d'orientation sur le rôle potentiel des architectes par rapport à la Performance énergétique des bâtiments et aux Directives Efficacité énergétique;
- Question urbaines (UI) a été invité à formuler le rôle des architectes dans la conception urbaine (en incluant des références juridiques au cadre, à la politique de cohésion, à l'intergroupe, etc) ;

- Logement a été réinstallé sous la présidence de Teresa Taboas et a été invité à définir le rôle des architectes dans la rénovation (réhabilitation).

L'atelier a été organisé en conjonction avec une conférence, dont le principal résultat fut la Déclaration de Sofia demandant une approche holistique intégrée dans le domaine de la passation de marchés en utilisant efficacement les ressources, en permettant la consultation des collectivités concernées et prévoyant une évaluation du coût sur tout le cycle de vie.

Le Volet thématique 3 se concentrera aussi sur les questions soulevées par des organisations membres, en ce compris la réhabilitation (CSCAE) et la régénération urbaine durable (CNAPPC).

Question urbaines (Antonio Borghi)

En 2012, le GT UI a participé à la réunion de la DG Développement urbain à Copenhague et au groupe Etats membres/Institutions du Cadre de référence pour des villes durables, et a entamé une coopération avec URBACT et INTERACT, notamment par le biais d'ateliers sur l'Efficacité énergétique des bâtiments, en juillet à Paris et en novembre à Milan, de la Conférence annuelle URBACT en décembre à Copenhague et des projets ont été formulés en vue de la prochaine Conférence en janvier 2013 au Parlement européen à l'invitation de l'intergroupe URBAN.

Construction 2020

Le 30 novembre, le Directeur général adjoint de la DG Entreprise s'est adressé à l'Assemblée générale du CAE pour y présenter sa stratégie Construction 2020. La stratégie propose de

- stimuler les investissements en rénovation et maintenance de bâtiments
- encourager l'innovation et améliorer les qualifications des travailleurs
- améliorer l'efficacité des ressources et la performance environnementale
- standardiser les codes de pratique en matière de conception
- promouvoir la position des entreprises de construction européennes dans le monde.

Dans le courant de l'année 2013, les groupes de travail du Volet thématique 3 seront invités à préparer la réponse du CAE à ces objectifs en identifiant, chaque fois que possible, un rôle pour les architectes dans la réalisation de la stratégie.



LU88 OFFICE BUILDING.
Administration Centre.
Bratislava. Slovaquie.
Architectes : Peter Benuska,
Peter Topinka.
Photo: Pato Safko.

Participation du CAE à des projets financés par l'UE

Le CAE est actuellement engagé dans 5 projets de recherche européens, financés par le 7^{ème} Programme cadre (FP7) et le Programme Innovation et Compétitivité (IEE). Ces projets sont : OPEN HOUSE, SHELTER, TRAINREBUILD, LEEMA et INSPIRE. Tous les projets sont liés au secteur de la construction et traitent de problèmes en relation avec la durabilité, l'efficacité énergétique et la rénovation, les matériaux et les technologies innovants. En participant à ces projets, le CAE défend le rôle des architectes dans la durabilité des bâtiments et la mise en conformité au niveau énergétique. En outre, le CAE améliore ainsi sa visibilité et sa reconnaissance en s'engageant avec des acteurs concernés les plus divers au sein de l'Union européenne et en participant à des événements, des conférences et des publications d'importance.

OPEN HOUSE- FP7 (Jan 2010- Juin 2013) : 20 partenaires participent au projet OPEN HOUSE. L'objectif consiste à développer et à mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation européenne commune pour concevoir et construire des bâtiments durables. Les indicateurs de durabilité définis sur la base des conclusions de l'évaluation de 67 études de cas dans 35 pays d'Europe, sont actuellement en train d'être évalués et affinés. Le projet a obtenu une prolongation de 6 mois de son contrat du fait de la complexité du travail et d'une sous-estimation initiale du temps nécessaire pour réaliser certaines tâches.

SHELTER- IEE (Juin 2010- Mai 2013) : 10 partenaires participent à SHELTER. Le projet réunit des Organisations actives dans le logement social et des professionnels européens dans le domaine des tests et de la mise en œuvre de méthodes de livraison de projets intégrés dans le domaine de la rénovation énergétique de logements sociaux. En juin 2012, dans le contexte de SHELTER, le CAE a participé à l'organisation d'une conférence qui a recueilli un vif succès pendant la semaine de l'Energie durable de l'UE à Bruxelles. La conférence a examiné les possibilités de booster la rénovation grâce à des idées, une planification et un financement innovants. En outre, en collaboration avec d'autres associations européennes (EBC et CECODHAS), le CAE a produit une série de recommandations politiques qui

permettraient d'améliorer la coordination des différents métiers concernés par les processus de rénovation énergétique. Par ces recommandations, le CAE souhaite surtout renforcer le rôle des architectes.

TRAINREBUILD- IEE (Jan 2011- Déc 2012) : 10 partenaires participent à TrainRebuild. Le projet a abouti sur un succès en décembre 2012 avec un Forum qui a eu lieu à Bruxelles et qui était consacré au défi que représente la réhabilitation de bâtiments qui font partie du patrimoine culturel. TrainRebuild visait les propriétaires d'immeubles résidentiels réticents à entreprendre une revalorisation énergétique de leur immeuble à cause du phénomène connu sous le vocable de « fractionnement des incitations ». Parmi ses autres missions dans le cadre de ce projet, le CAE a contribué à l'élaboration de matériel de formation pour les propriétaires d'immeubles et traitant des aspects techniques et financiers des travaux de mise en conformité d'immeubles résidentiels.

LEEMA- FP7 (Jan 2012- Déc 2015) : 14 partenaires participent à LEEMA. L'objectif du projet consiste à mettre au point une nouvelle génération de matériaux isolants inorganiques et des éléments de maçonnerie isolants. Le CAE est chargé des activités de communication et de la coordination technique d'un Plan financier préliminaire pour l'application industrielle des nouveaux procédés de production et la promotion des produits qui auront été mis au point dans le secteur de la construction.

INSPIRE-FP7 (Oct 2012- Sep 2016) : 24 partenaires participent à INSPIRE. Le but du projet est de concevoir, mettre au point et démontrer la valeur d'ensembles systémiques de rénovation énergétique en profondeur de bâtiments. A ce stade précoce du projet, l'effort se porte surtout sur la collecte d'informations sur l'état du parc immobilier dans l'ensemble des pays européens et une étude est en cours à cet effet. Le CAE est actuellement chargé de fournir des informations sur l'état du parc immobilier en Belgique. Le CAE sera aussi chargé de la diffusion des résultats du projet.



Alliances stratégiques et réseaux

Le CAE s'est créé un profil et une réputation uniques au cœur de l'appareil administratif Bruxelles, malgré les limites dues à sa taille, sa structure et son financement. Nous avons développé des relations avec d'autres réseaux européens ou internationaux en vue de renforcer la voix des architectes au sein de l'Union. Devant le nombre croissant d'initiatives, nous surveillons de près tous les contacts et les lignes de communications en perspective d'un réalignement éventuel par rapport à nos principales priorités politiques.

Alors que nous continuons à développer nos contacts avec les différents Directorats de la Commission européenne et avec les parlementaires européens, si nous voulons réaliser notre ambition consistant à améliorer le profil et la stature de la profession, il est essentiel que les Organisations membres assument un rôle plus actif et plus fort dans nos campagnes. La récente campagne en relation avec la Directive Qualifications illustre clairement la difficulté d'avoir un impact réel au niveau communautaire et la nécessité d'actions synchronisées en permanence au niveau national.

Le Bureau exécutif du CAE est bien conscient de la valeur d'alliances stratégiques et continue à s'engager avec des réseaux partenaires en essayant d'améliorer l'efficacité de notre engagement.

AEEA – La coopération du CAE avec le réseau qui représente l'éducation en architecture se poursuit par des réunions bisannuelles au niveau des Présidents.

ENACA – Nous bénéficions de l'engagement de délégués du CAE au sein du Réseau européen des autorités compétentes pour les architectes et nous entretenons d'excellentes relations avec la présidente Olga Mihalikova.

EFAP – La relation du CAE avec le Forum européen des politiques architecturales s'effectue par le biais de notre présence à des réunions bisannuelles organisées par chaque Présidence de l'UE et par le biais de la présence du Vice-Président du CAE Lionel Dunet au sein du Bureau de l'EFAP. Cette coopération est considérée comme un moyen de soutenir la formulation de politiques nationales au niveau architectural.

UIA – Le CAE entretient de bonnes relations avec l'Union internationale des architectes. Nous continuons à chercher des moyens de rationaliser les groupes de travail du CAE et des Région I/II de l'UIA. Nous soutenons aussi pleinement les recommandations de l'UIA en vue de développer un modèle de coopération régionale par des organisations internationales compétentes en matière d'architecture comme ARCASIA, AUA, FPAA, MASA et d'autres.

Le CAE a noué des contacts ces dernières années avec des organes compétents en matière d'enregistrement aux Etats Unis (NCARB/AIA), au Canada (CALA/RAIC), en Corée du Sud (KIRA) et dans les Caraïbes, répondant ainsi aux invitations à mettre en place un dialogue devant aboutir à des accords de reconnaissance mutuelle en vue de faciliter la mobilité des architectes dans le contextes d'accords commerciaux internationaux.

MOSCOU :
Séminaire international sur
la pratique de l'architecture.

Architects' Council of Europe
What's new in Europe?

International Architectural Practice,
11 October 2012



AG.
Amsterdam, Pays-Bas.
Avril 2012.

Résultat financier pour 2012

DÉPENSES

Locaux	45.039 €
Entretien	10.044 €
Fournitures de bureau et de services	10.389 €
Honoraires professionnels	32.121 €
Dépenses du Bureau exécutif	66.691 €
Communications	7.167 €
Dépenses véhicule	7.862 €
Dépenses réunions du CAE	56.174 €
Personnel	351.148 €
Autres charges d'exploitation	947 €
Dépenses financières	1.579 €
Projets	44.662 €
Amortissement	3.338 €

TOTAL DÉPENSES

637.161 €

REVENUS

Activités	122.115 €
Cotisations membres	628.621 €
Frais récupérés	4.421 €
Résultat financier	5.186 €
Autres revenus	

TOTAL REVENUS

760.343 €

EXTERIOR EAST HOUSING.

Architecte :
Dietmar Feichtinger Architectes.





CITY BUSINESS CENTRE.
Timisoara. Roumanie.

Architecte :
Andrescu & Gaivoronschi srl;
Vlad Gaivoronschi,
Dan M. Munteanu.

Photo: Ovidiu Micsa.

Objectifs et priorités pour 2013

La Présidence irlandaise se concentrera sur deux Directives seulement, toutes deux d'une importance cruciale pour le CAE :

- nouvelle Directive 2005/36/EC sur la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- nouvelle Directive sur les marchés publics.

Intégrité de l'enseignement et des qualifications en architecture

La Directive Qualifications a des répercussions sur l'enseignement de l'architecture et sur l'expérience professionnelle pratique pré-licence requise dans la plupart des Etats membres. Le CAE espère que la modernisation de la Directive résultera en une norme en matière de mobilité transfrontalière plus proche de la nationale/internationale – importante pour négocier des accords de reconnaissance mutuelle avec des pays tiers. La campagne « 5 + 2 » s'est intensifiée en 2012, relançant certains membres, touchant des parlementaires européens, des représentants officiels de la Commission, des coordinateurs nationaux et démontrant la complexité de l'ambition que nous avons de défendre et de promouvoir la position unifiée des architectes à tous les niveaux.

Marchés publics et accès au travail

Les grands défis pour la profession sont liés à des bureaux d'architecture de petite et moyenne taille, à l'accès à des travaux bénéficiant d'un financement public et à l'élimination d'obstacles à l'utilisation de critères de sélection basés sur la qualité. Pour que les architectes puissent faire entendre leur voix, il faudra mobiliser les Organisations membres pour qu'elles mènent des campagnes communes au niveau national et au niveau communautaire. La nouvelle Directive Marchés publics offre une occasion d'éliminer quelques anomalies anciennes qui excluaient les PME des marchés. Les questions liées incluent les marchés publics verts et l'accès à des marchés dans des pays tiers.

Services dans la Directive Marché intérieur

Le CAE continuera à suivre l'évaluation de la Directive Services. La Commission est en train d'évaluer l'impact économique de la Directive; des barrières à la mobilité transfrontalière ont-elles été éliminées ou l'environnement réglementaire a été simplifié; et l'im-

pact des Points de contact uniques, des exigences limitant les structures des entreprises ou l'actionnariat dans les entreprises. Le CAE restera vigilant par rapport à des possibilités de convergence volontaire et définira un ensemble de services de base, qui seront utiles pour notre travail sur la Responsabilité et l'Assurance, lorsque nous élaborerons une politique visant à procurer une couverture de ces services de base, en particulier dans le contexte d'une prestation de service transfrontalière.

Commerce des Services

Début 2013, l'UE espère conclure l'Accord commercial Canada-Europe, en ce compris les engagements ambitieux dans le domaine des services professionnels. La DG Commerce est bien consciente du travail du CAE sur les Accords de reconnaissance mutuelle avec des pays tiers et a mis les architectes à l'avant-plan, en tant que projet fer de lance. L'accord que nous sommes prêt de conclure avec la Canadian Architectural Licensing Authority sera probablement présenté comme le premier ARM professionnel de son genre et devrait paver la voie vers d'autres accords (notamment avec la Corée du Sud et Singapour).

Le rôle de l'architecte

Alors que la profession considère son rôle dans la société et l'économie comme étant fondamental, elle n'est pas toujours arrivée à le démontrer effectivement. Il n'existe pas de réponse simple, mais nous pensons que le domaine Architecture & Qualité de Vie est d'une nature stratégique, qui joue sur le long terme et pourrait potentiellement combler ce besoin d'un discours intellectuel au-delà du jargon juridique et administratif, sans remettre en question notre mission de nous engager vis-à-vis des législateurs européens.

Réponse du CAE à la Stratégie Construction 2020 de la COM

La stratégie repose sur cinq piliers d'activités : finances, qualifications, recherche, réhabilitation et compétitivité globale. Le CAE continuera à examiner comment les architectes peuvent contribuer au mieux à la réalisation de cette stratégie en mettant particulièrement l'accent sur :



- la mise en conformité et la réhabilitation (NB. les groupes de travail du CAE sur l'Environnement & l'Architecture durable, les Questions urbaines et le Logement; le rôle de l'architecte en relation avec la mise en œuvre de la Directive 2012/27/EU sur l'Efficacité énergétique;
- la recherche (surtout par le biais de notre participation aux projets FP6 et FP7 financés par l'UE);
- la compétitivité globale (Commerce des Services, Accords de reconnaissance mutuels, formulation de normes internationales)

Directive Efficacité énergétique – mise en œuvre

Même si la DEE est à présent adoptée, il est important durant cette phase de mise en œuvre (jusqu'à la mi-2014) que les Organisations membres restent proches de leurs législateurs nationaux et essaient d'influencer le niveau d'ambition des objectifs nationaux en matière d'efficacité énergétique.

Projets à financement externe

Ces projets donnent l'occasion aux Organisations membres de participer directement, notamment en matière de développement professionnel continu et de faire progresser le rôle des architectes. Des experts spécialisés ont représenté le CAE avec succès par le passé mais nous devons aussi imaginer des façons d'articuler l'engagement de nos groupes de travail en relation avec l'agenda législatif. Nous devons établir des connexions avec des aspects liés à la création de sites, les contextes culturel et historique et la qualité de l'environnement bâti dont les architectes sont responsables, de sorte que puissions contribuer activement à faire en sorte que la législation fonctionne mieux pour tout le monde. Nous allons constituer une task-force pour examiner notre engagement à ce jour et à l'avenir.

Communications

Le CAE poursuivra son évaluation de ses Communications en 2013. En 2012, nous avons déjà entamé le travail sur les modèles, pour formuler et présenter les positions politiques de manière plus succincte; les modèles pour les rapports de mission, pour faciliter les rapports sur les représentations externes; des nouveaux formats, plus modernes, pour la lettre d'informations, les alertes et les communiqués de presse.

Ceci nous a amené à commencer à revoir notre Système de gestion des contacts pour évoluer vers une approche "open source" et un site Internet rafraîchi qui sera plus facile à mettre à jour.

Nous projetons un programme de visites aux Organisations membres (par la Présidente, les membres du Bureau et le Secrétaire général) et envisageons l'introduction de rencontres annuelles ou bisannuelles des Présidents, avec des correspondants nationaux, afin de mieux comprendre comment les organisations membres pourraient tirer avantage de nos activités et améliorer leur prise de conscience.

Développement stratégique

Nous poursuivrons notre Développement stratégique et organiserons d'autres ateliers du Bureau dirigés, vu le succès des précédents. Nous créerons aussi un groupe qui s'attellera à une réflexion stratégique sur l'avenir de la profession.

Budget

En limitant la hausse du budget proposé à 1% pour 2013, après 4 années de réduction/gel, nous resterons modestes dans nos actions et limiterons les coûts. Nous avons rationalisé le programme de réunions autant que possible encourageant les groupes de travail à se rencontrer à Bruxelles si possible afin de pouvoir être correctement assistés par le Secrétariat sans nécessiter de déplacements supplémentaires.

Alors que nous avons décidé de ne pas nous lancer dans une restructuration complète des groupes de travail à ce stade, nous envisageons d'essayer de réorganiser notre travail sur l'Accès à la profession sur une base plus large en invitant tous les groupes de travail actuels à se joindre aux réunions du Volet thématique 1. Vu les liens entre les différents sujets traités, nous espérons que cela permettra aux Organisations membres de rationaliser leur représentation et de couvrir des sujets plus divers, en facilitant ainsi la participation par des organisations dont les budgets sont sous pression.



ETVA V.I.P.E.
INDUSTRIAL PARKS
ADMINISTRATION CENTRE.
Lamia. Grèce.

Architectes : Dima Vassiliki,
Mpasiakou Vassiliki,
Sofia Tsiraki-Biri.

Photo: Vassiliki Dima,
Sofia Tsiraki-Biri.

Structure du CAE (gouvernance, membres)

Le **Conseil des architectes d'Europe** est une association internationale non lucrative composée des organismes nationaux enregistrant les architectes et d'associations professionnelles. Il se compose de :

- une Assemblée générale
- un Bureau exécutif
- une Commission des Finances
- divers groupes de travail, répartis en trois volets thématiques et
- un Secrétariat permanent installé à Bruxelles.

L'**Assemblée générale** se compose de délégués de toutes les Organisations membres. Elle constitue l'organe souverain et se réunit deux fois par an pour adopter les politiques et les budgets du **CAE**.

La fonction du **Bureau exécutif** consiste à exécuter les politiques formulées par l'Assemblée générale en vue de garantir la bonne administration du **CAE**. Le Bureau exécutif se compose de 11 membres, dont 6 sont élus par l'Assemblée générale (en ce compris le Président) pour un mandat de deux ans, l'équilibre étant fourni par 5 personnes issues des Organisations membres (désignées conformément à un tour de rôle pré-établi) qui accomplissent également un mandat de deux ans en alternance avec les élections afin de garantir une continuité d'un Bureau au suivant.

La **Commission des Finances** a pour fonction de conseiller l'Assemblée générale et le Bureau exécutif sur toutes les questions relatives à la gestion financière du **CAE**. La Commission se compose d'une délégation de chaque Etat membre de l'UE et un seul membre par délégation y assiste. Si un pays possède plus d'une Organisation membre, il appartient à ces organisations de se coordonner et de décider au niveau national quel membre de ce pays participera aux réunions.

Les **groupes de travail** réalisent un travail technique lié à l'exécution de missions qui leur sont assignées par le Bureau exécutif, souvent en relation avec la formulation de positions politiques spécifiques. Les groupes de travail sont composés d'experts désignés par les Organisations membres, dont le travail représente la sève du **CAE** et lui procure ses positions politiques et son argumentation.

Le travail du **CAE** s'organise selon trois volets thématiques (en ce compris les groupes suivants) :

- **Accès à la Profession** (Education, Directive Qualifications, Accréditation & Validation, Expérience pratique professionnelle, Développement professionnel continu);
- **Pratique de la Profession & Commerce de Services** (Directive Services, Assurance, Directive Marchés publics, Missions et Services, Commerce de Services);
- **Architecture & Qualité de vie** (Architecture et environnement durable, Questions urbaines, Logement)

La principale fonction du Secrétariat consiste à faire office de principal interlocuteur des institutions européennes et de mener à bien la défense d'intérêts vis-à-vis de celles-ci, au nom du **CAE** et de ses membres. Il est chargé de l'information sur les activités des institutions européennes pour que celle-ci puisse être diffusée vers les Organisations membres, de la tenue des comptes et de la gestion du **CAE**. Il est aussi chargé de la bonne administration et de la gestion journalière du **CAE**, en ce compris l'organisation des réunions de groupes de travail du **CAE**.

Liste des Organisations membres

Le CAE compte 46 Organisations membres dans 33 pays.

AUTRICHE	Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten BAIK
BELGIQUE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique FAB
BULGARIE	Chamber of Architects in Bulgaria CAB Union of Architects in Bulgaria UAB
CROATIE	Croatian Chamber of Architects CCA
CHYPRE	Cyprus Architects Association CAA
REPUBLIQUE TCHEQUE	Czech Chamber of Architects CCA
DANEMARK	Akademisk Arkitektforening AA Danish Association of Architectural Firms DA
ESTONIE	The Union of Estonian Architects UEA
FINLANDE	Finnish Association of Architects SAFA
FRANCE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Syndicat d'Architecture SA Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes UNSFA
ALLEMAGNE	Bundesarchitektenkammer BAK Bund Deutscher Architekten BDA Bund Deutscher Baumeister Architekten und Ingenieure BDB Vereinigung Freischaffender Architekten VFA
GRECE	Association des Architectes Diplômés SADAS-PEA Chambre Technique de Grèce CTG
HONGRIE	Chamber of Hungarian Architects MEK
IRLANDE	Royal Institute of the Architects of Ireland RIAI
ITALIE	Consiglio Nazionale degli Architetti, Pianificatori, Paesaggisti e Conservatori CNAPPC
LETTONIE	The Latvia Association of Architects LAA
LITHUANIE	Architects Association of Lithuania AAL
LUXEMBOURG	Ordre des Architectes et des Ingénieurs Conseils du Grand-Duché de Luxembourg OAI
MALTE	Kamra tal-Periti KTP
PAYS-BAS	Bond van Nederlandse Architecten BNA Bureau Architectenregister BA
NORVEGE	Association of Consulting Architects in Norway ACA Norske Arkitekters Landforbund NAL
POLOGNE	Association of Polish Architects SARP National Chamber of Architects of the Republic of Poland (IARP)
PORTUGAL	Ordem Dos Arquitectos OA
ROUMANIE	Architects' Chamber of Romania OAR
SLOVAQUIE	Slovak Chamber of Architects SKA
SLOVENIE	Chamber of Architecture and Spatial Planning of Slovenia ZAPS
ESPAGNE	Consejo Superior de los Colegios de Arquitectos de España CSCAE
SUEDE	Sveriges Arkitekter SA
SUISSE	Conférence Suisse des Architectes CSA
TURQUIE	Chamber of Architects of Turkey CAT
ROYAUME-UNI	Architect's Registration Board ARB Royal Institute of British Architects RIBA

Membres observateurs

BOSNIE-HERZEGOVINE	Association of Architects in Bosnie and Herzegovina
ARYM	Association of Architects from FYROM – AAM

CENTRE OF ENVIRONMENT
RESOURCES. MUSEUM.
Valladolid, Espagne.

Architecte : O.D.I. más P. slp;
Julio Grijalba, Paloma Gil,
Alberto Grijalba, Eduardo Carazo,
Victor Ruiz.

Photo: Miguel de Guzmán.





PARK AZUR CNEN EDF-MONTRouGE.
France.
Architecte : Prat Gigou Ridgway architectes.

Conseil des architectes d'Europe



Rue Paul Emile Janson 29
1050 Bruxelles
www.ace-cae.eu